

ÉDITO

Va-t-on vers un arrangement régional au Moyen-Orient ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Au cours des dernières décennies, le Moyen Orient a vécu sous une ombrelle américaine, s'appuyant sur une convergence de vues entre Washington, Tel Aviv et les pays arabes pro-occidentaux au sujet de la menace iranienne sur la stabilité régionale. Les accords d'Abraham ont représenté la dernière manifestation de cet accord implicite, qui reléguait de facto le règlement de la question palestinienne aux calendes grecques.

Aujourd'hui, avec le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue Arabe, les efforts tentés pour trouver une solution à la crise libanaise et la résurgence des tensions israélo-palestiniennes, il est clair qu'une nouvelle dynamique est en cours au Moyen Orient.

Celle-ci repose sur la prise en compte par les acteurs régionaux du fait que cette zone n'est plus prioritaire pour l'administration Biden, et qu'au contraire, la Chine entend y jouer un rôle politique plus important. Le moment est donc venu pour les Etats du Moyen Orient de prendre en main eux-mêmes le règlement de leurs différends.

Cela implique une reconnaissance implicite des réalités sur le terrain, en particulier de l'influence iranienne dans la région, d'où le rétablissement des relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran (même si ceci ne signifie naturellement pas la fin de la méfiance et des contentieux entre les régimes de la région).

En revanche, la nouvelle volonté de la Chine

– premier partenaire commercial de tous les pays du Moyen Orient – de jouer un rôle politique dans la zone, est perçue par les différents protagonistes comme une opportunité de calmer le jeu, afin de faciliter le développement de leurs économies. C'est vrai à Téhéran, pour résoudre la grave crise socio-économique actuelle, mais aussi à Riyad, pour accélérer la mise en œuvre de la « Vision 2030 ». En fait chacun espère y trouver son compte :

– Pour l'Arabie Saoudite, l'objectif est la fin de la guerre au Yémen, l'arrêt du trafic de Captagon venant de Syrie et l'ambition d'apparaître, après la réconciliation entre les pays du Golfe et la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue Arabe, comme le « rassembleur de la famille arabe ».

– Pour l'Iran, le but est la reconnaissance implicite de ses acquis en termes d'influence au Moyen Orient (suite à l'invasion américaine de l'Irak) et du recul de l'influence américaine dans la région.

– Pour la Syrie, le souhait d'une participation des monarchies du Golfe à la reconstruction du pays.

– Pour le Liban, l'espoir d'un arrangement régional qui lui permettrait de retrouver stabilité et prospérité.

Dans ce nouveau panorama, le véritable perdant est l'Etat d'Israël qui, après les accords d'Abraham, ambitionnait d'obtenir sa reconnaissance par l'Arabie Saoudite et la constitution d'une alliance contre l'Iran. Mais il est clair que la politique du nouveau gouvernement israélien envers les Palestiniens ne favorise pas la normalisation souhaitée avec le monde arabe.

Quant à la Turquie, les perspectives dépendront naturellement de l'issue des prochaines élections. Toutefois dans une région compliquée comme le Moyen Orient, les choses peuvent évoluer rapidement, dans un sens comme dans l'autre. La désescalade des tensions et la coopération éventuelle entre adversaires de la veille sera en réalité

dépendante des résultats concrets de la nouvelle dynamique engagée :

– D'une part, est-ce que Téhéran sera en mesure d'imposer aux Houthis un accord sauvant la face de tous les protagonistes au Yémen ? Et que fera l'Iran sur le plan nucléaire ?

– D'autre part, est-ce que Bachar el Assad – au-delà d'un geste sur le trafic de Captagon – est prêt à faire une ouverture politique réelle permettant notamment un retour en Syrie des réfugiés ?

Il y a pour le moins des incertitudes quant à la réponse à ces questions.

Par ailleurs, les pays du Golfe sont encore tributaires de la garantie américaine pour leur sécurité et ils ont des intérêts économiques partagés avec les Etats-Unis.

Ils attendent aussi de voir comment la Russie se sortira du conflit qu'elle a engagé en Ukraine pour développer ou non leur coopération avec elle.

Enfin, les élections présidentielles américaines sont dans un an et demi, et tous les pays de la région prendront naturellement en compte les orientations du prochain locataire de la Maison Blanche dans la définition de leur propre politique.

Il reste que l'autonomisation des Etats du Moyen Orient par rapport à Washington constitue une nouvelle donne, qui crée des opportunités que les Européens devraient saisir, à la condition qu'ils parviennent à s'entendre sur des initiatives répondant aux attentes des pays du Moyen Orient sur les plans politique (moins de « deux poids deux mesures » occidental) et économique (des partenariats comportant des transferts de technologie) ●

REGARD D'EXPERT

L'Allemagne et le nouveau Consensus de Washington

Par Michel Meyer



Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

L'annonce de la nouvelle candidature du Président américain Joe Biden, aussi hasardeuse que celle-ci puisse paraître au vu de son grand âge, est pourtant très sérieuse. Avec sa formule énigmatique d'un « nouveau Consensus de Washington » – une nouvelle voie à suivre pour la politique intérieure et étrangère des États-Unis, axée sur sa stratégie industrielle –, Joe Biden entend bien faire sensation, en recyclant des recettes d'ores et déjà éprouvées dans le courant des années 1990 par les dirigeants de l'époque. Il s'agit en fait de conduire une politique économique qui conjugue budgets domestiques équilibrés, et frontières ouvertes aux flux de capitaux et de marchandises. Bien que considérés comme doctrine économique originale, ces préceptes n'en restent pas moins dogmatiques.

Critiqué par ses opposants pour son âge (déjà surnommé « sleepy Joe » par Donald Trump), Joe Biden a fait preuve d'initiative et n'a nullement hésité à lancer d'ambitieux programmes de soutiens aux industries stratégiques nationales, avec par exemple un Chips Act de 40 milliards d'euros de subsides étatiques. Celui-ci vise à subventionner prioritairement des opérateurs industriels du secteur des semi-conducteurs et des technologies vertes, à condition qu'ils soient Américains et limitent le commerce avec les Chinois. Tout cela avec la ferme intention d'assurer le financement de ces aïssances financières par de nouvelles dettes. En outre, Jake Sullivan affirme que les États-Unis vont « travailler avec [leurs] partenaires pour s'assurer qu'ils renforcent eux aussi leurs capacités, leur résilience et leur inclusivité ».

La manœuvre de Joe Biden est osée : il ne craint ni de froisser ses partenaires, ni de violer les règles internationales du commerce. Sa doctrine, des plus agressives, freinera l'essor chinois et profitera à l'industrie allemande. Croire que ce dispositif et ces pratiques conviendront à des leaders allemands tombe en effet sous le sens, notamment en raison du fait que ces derniers ne peuvent pas s'empêcher d'aller voir le grand frère américain. Au cœur de cette nouvelle doctrine politique et économique, il est donc certain que Allemands et Américains vont jouer ensemble. Pour l'heure, certains grands patrons qui donnent le ton en Allemagne, comme le chimiste Lanxess, attendent de voir comment ces mesures s'intégreront dans le cadre de l'Inflation Reduction Act sur lequel travaillent les Américains.

Pour opérer ces manœuvres géoéconomiques, plutôt que de s'appuyer sur un économiste, Joe Biden s'est tourné vers Jake Sullivan, son conseiller à la sécurité nationale, particulièrement compétent et influent. Il est le nouvel homme fort de ce dispositif. Son approche pour imposer les règles américaines est claire. En petit comité, il affirme

que l'approche douce visant simplement à « faire bouger les lignes par une action déterminée » ne suffit plus à faire réagir les Européens, qu'il juge naïfs vis-à-vis de leur dépendance à la Chine. Invitant ses interlocuteurs allemands à moins de naïveté, notamment le chancelier Scholz et le ministre de l'Économie Habeck, Sullivan tente de les convaincre en insistant sur le fait que les économies européennes offrent de moins en moins de produits technologiques innovants et que cette tendance va en s'amplifiant – chose qui inquiète déjà les stratèges allemands –, pour justifier le fait que la solution d'avenir réside dans le déploiement de stratégies politiques et économiques décidées au plus haut niveau des États européens pour renforcer leurs capacités industrielles et technologiques.

C'est ce que prouvera prochainement le « Salon Automatica 2023 » à Munich. Dans cette logique, peut-être verra-t-on une nouvelle impulsion du Made In Germany, soutenu par le patronat (à l'instar de ce qui s'est produit au début des années 1970 avec les chanceliers Willy Brandt puis Helmut Schmidt) ●



REGARD D'EXPERT

L'influence des ambassades sur Twitter

Par **Guéno**lé Reucheron



littéraires et une double-licence d'histoire-géographie, Guéno

Si les ambassades sont perçues comme l'antichambre des échanges diplomatiques entre Etats, elles remplissent également un rôle d'influence à l'étranger. Officiellement, et la diplomatie française est coutumière du fait, les réceptions et autres expositions servent à promouvoir la culture d'un pays à l'étranger. Officieusement, elles sont le lieu de rencontres bien plus informelles et hautement stratégiques, comme en témoigne l'asile politique de Julien Assange à l'ambassade d'Équateur à Londres de 2012 à 2019, ou encore l'affaire Khashoggi. Leurs présences sur les réseaux sociaux ne fait pas exception à ces deux versants de la diplomatie, et particulièrement les comptes Twitter des ambassades chinoises. Certaines prises de positions ont pu être remarquées ces dernières années, comme des faits d'armes d'une diplomatie numérique informationnelle.

La Chine et la « diplomatie du loup guerrier »

Le 21 septembre 2021, l'ambassadeur de Chine en France Lu Shaye donnait une interview à la chaîne YouTube Thinkerview, habituée aux invités conspirationnistes. Cette entrevue-fleuve de 3h30 revient en grande partie sur un rapport publié la veille par l'Institut de recherche straté-

gique de l'École Militaire, l'institut de recherche des Armées, intitulé « Les opérations d'influence chinoises, un moment machiavélien ». Sans surprise, Lu Shaye qualifie le rapport de « diffamant », et son auteur (ses auteurs en réalité), comme ayant « lu trop de romans, des romans fictifs scientifiques ». Il positionne la Chine comme une victime des fake news produites par l'Occident, dans un contexte de sortie de crise du Covid-19 et de spéculation sur l'origine du virus.

Ce rapport de 650 pages (qui fait suite à un précédent consacré aux opérations d'influence russes en France, paru en août 2018) consacre une analyse à l'usage de Twitter par les différentes ambassades de Chine à l'étranger, et notamment par l'ambassade de Chine en France. On y apprend que les invectives de l'ambassade à l'encontre de chercheurs français - Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique, s'était vu qualifié de « petite frappe » en mars 2021 - sont loin d'être des cas isolés.

Elles participent d'une stratégie plus globale, nommée par les observateurs « la diplomatie du loup guerrier ». Elle trouve son origine dans

les réactions de Zhao Lijian, jusqu'à récemment porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, aux accusations à l'encontre de la Chine sur son traitement des Ouïghours. Zhao Lijian, tout comme d'autres diplomates chinois en poste à l'étranger, se sont distingués par leur diatribes sur Twitter à l'encontre de ceux mettant en cause la Chine sur sa gestion du Covid, ce qui leur a valu des promotions dans le corps diplomatique chinois. On notera, parmi ces réactions, Zha Liyou, consul général de Chine à Calcutta, menaçant un utilisateur indien d'être exterminé comme le virus.

Les années 2019 et 2020 sont particulièrement propices à un investissement de Twitter par la diplomatie chinoise (alors que le réseau social est toujours interdit en Chine) comme le montre le rapport de l'IRSEM : 122 comptes Twitter d'ambassades chinoises ont été créés entre mars 2019 et avril 2020 (sur les 172 ambassades que la Chine a ouvertes dans le monde). Ces comptes visent particulièrement à répondre aux critiques contre la Chine à la suite des manifestations à Hong Kong et à la pandémie du Covid.

@AmbassadeChine : entre propagande et nation-branding

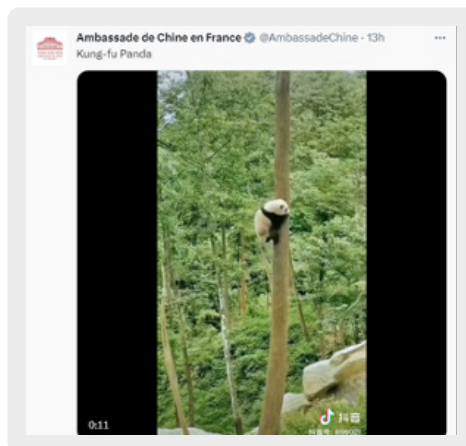
Plus récemment, le compte Twitter de l'ambassade de Chine en France s'est illustré en étant particulièrement hostile au Japon, aux États-Unis et bien sûr à Taïwan, ainsi qu'au sommet du G7 ayant lieu à Hiroshima (groupe dont elle est exclue).



Volumétrie des tweets publiés par l'ambassade de Chine en France depuis 13 mois



Sur le graphique ci-dessus, les pics les plus engageants correspondent à des rencontres diplomatiques France-Chine – à titre de comparaison, ce que l'on retrouve essentiellement sur les comptes Twitter des ambassades françaises – ou bien à des attaques contre les Etats-Unis. Le pic de janvier 2023 correspond à des tweets de l'ambassade au sujet du survol des ballons météorologiques chinois au-dessus du territoire américain, l'ambassade niant fermement les accusations américaines. L'ambassade use également de tous les codes d'internet. Elle publie des memes pour relayer la vision anti-occidentale du Parti Communiste Chinois, comme cette théorie complotiste qui vise à faire de la CIA l'instigatrice des révolutions de couleurs.



mise en lumière – paradoxalement sur les réseaux sociaux – de la situation des Ouïghours, notamment leur condition de détention et le travail forcé auquel cette population musulmane minoritaire est soumise.

De plus, Zhao Lijian, figure de proue des « loups guerriers », a récemment été rétrogradé de « porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois » à « vice-directeur du service des frontières et des affaires maritimes », dans la pure tradition bureaucratique du Parti Communiste Chinois. Cette mise à l'écart pourrait laisser penser que la Chine serait entrée dans une nouvelle ère diplomatique post-covid, dans laquelle, du moins peut-on l'espérer, les tweets des ambassades chinoises dans le monde se feront plus légers ●

Le compte publie également des vidéos virales des infrastructures les plus impressionnantes de Chine, en ne lésinant pas l'exceptionnel développement effectué par le pays en 50 ans, ainsi que des sites historiques ou naturels, dans un nation-branding bien rodé.

Cependant, cette stratégie offensive des ambassades chinoises reste d'une efficacité toute relative. Les invectives de l'ambassade ont participé à une ostracisation de cette dernière par les acteurs de la recherche en France. L'image de la Chine s'est globalement dégradée ces dernières années avec la

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.